

Fiche d'action syndicale

EUROPEAN GREEN DEAL



En bref

Lors des conférences sur le climat de la CCNUCC, des accords ont été conclus pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'UE a pris comme objectif la neutralité sur le plan climatique¹ d'ici 2050. Le « European Green Deal » - en français, Pacte vert pour l'Europe - est une stratégie de croissance, une route tracée, avec une série d'initiatives politiques prise par la Commission européenne, accompagnée d'investissements et d'outils financiers pour effectuer cette transition.

Ce pacte vise :

- Une mobilité durable et intelligente
- Une politique alimentaire locale
- La rénovation des bâtiments
- L'économie circulaire
- Un plan d'investissement
- Des mécanismes de transition juste

¹ « climatiquement neutre » signifie qu'on ne peut pas émettre plus de gaz à effet de serre dans l'atmosphère que la nature ou la technologie peuvent en éliminer.



3 parties

Concrètement, la stratégie de croissance consiste en

1

Investir 1000 milliards d'euros au cours des 10 prochaines années dans un fonds de transition juste.

2

La « durabilité » comme condition obligatoire dans toutes les décisions d'investissement dans tous les secteurs.

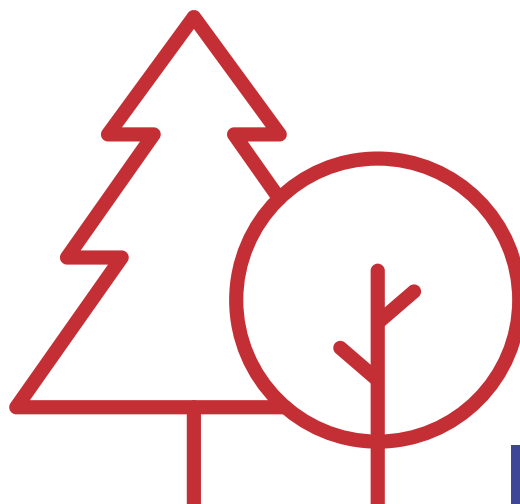
3

Soutenir les initiatives publiques et privées afin de fournir un **flux constant de projets durables**.

QUID DU COVID-19 ?

Les mesures prises pour lutter contre la pandémie de COVID-19 ont eu un impact énorme sur tous les plans qui ont été élaborés dans le monde entier, et donc aussi sur le Pacte vert pour l'Europe.

La pandémie a provoqué une baisse de l'activité économique et de la consommation, donc une baisse des recettes fiscales, et parallèlement une augmentation des dépenses publiques pour les mesures de soutien. Certains gouvernements pensent qu'une stratégie de croissance écologique ambitieuse est un obstacle à la relance économique, d'autres États membres et la Commission européenne sont convaincus que ce Pacte vert pour l'Europe est une réponse économique et écologique à cette crise.²



² ERBACH, G. (2020-04-14). Impact of the coronavirus crisis on climate action and the European Green Deal. European Parliamentary Research Service

UN SUJET SYNDICAL ?

Bien sûr !

Mais tout d'abord un mot concernant la Confédération européenne des syndicats.

L'organisation syndicale européenne voit dans le Pacte vert pour l'Europe une opportunité d'obtenir des augmentations salariales collectives et de meilleures conditions de travail. L'investissement massif dans les projets durables doit toucher toutes les dimensions de la durabilité : sociales, économiques et environnementales. Le budget conséquent ne sera durable que s'il améliore également d'une façon structurelle la protection sociale et les conditions de travail des salariés en Europe. Ainsi, la Confédération européenne des syndicats insiste sur le dialogue social. Un effort soutenu pour être impliqué à chaque étape est en effet primordial pour le succès du Pacte vert pour l'Europe.³

En outre, la Confédération européenne des syndicats voit dans le Green Deal européen un moyen efficace de surmonter la crise du COVID19. Les dégâts économiques de la pandémie ont un impact inégal sur les travailleurs européens. Les travailleurs qui exercent dans des conditions de travail précaires sont les premiers mais aussi le plus grand groupe à être affectés. Les pertes d'emplois et de salaires et le recours à la réduction du temps de travail sont plus fréquents dans les secteurs et les régions où les conditions de travail et de vie sont les plus mauvaises. La pandémie accroît les inégalités existantes et met la solidarité européenne à l'épreuve. Le Pacte vert pour l'Europe peut y répondre par une transition juste qui ne laisse aucun travailleur ou région sur le carreau.

A l'heure où les entreprises ont besoin, à juste titre, d'être aidées massivement par des fonds publics, des conditions financières, sociales et durables peuvent et doivent y être attachées :⁴

- pas de paiement de dividendes ou de primes, pas d'évasion fiscale ;
- assumer une responsabilité sociale en fournissant des emplois avec de bonnes conditions de travail ;
- se soumettre à une transition vers une économie neutre sur le plan climatique et une économie circulaire.

Les grandes villes, comme Bruxelles, se trouvent sur la ligne de front face au changement climatique. En effet, c'est dans un environnement urbain que l'impact du changement climatique (chaleur extrême) se fait le plus sentir, ce qui explique l'ambition de neutralité climatique de la part des villes. Il est donc nécessaire de déployer de gros efforts pour adapter l'infrastructure urbaine afin de pouvoir garantir les services vitaux dans un climat changeant. La politique devrait également encourager les citoyens à mettre en œuvre ensemble les mesures climatiques, mais pour cela les habitants doivent être réellement écoutés.⁵

En Belgique, à part du profilage régionaliste quelque peu pathétique, il n'y a malheureusement que peu d'enthousiasme pour une transition juste et concrète. En tant que syndicats, nous continuons à militer pour augmenter le niveau d'ambition et d'enthousiasme et, surtout, pour entamer un dialogue social à tous les niveaux sur sa mise en œuvre.

Si nous voulons que le Pacte vert pour l'Europe réussisse, le dialogue social à tous les niveaux doit être respecté.

Nous sommes prêt.e.s !

³ ETUC (2019-10). ETUC For Growth and Social Progress. ETUC Package for Early Stage Consultation on Semester 2020.

⁴ ETUC (2020-06). ETUC resolution on European Green Deal initiatives : Climate Law, EU Sustainable Investment Plan, Just Transition Fund Regulation and new EU Industrial Strategy.

⁵ EUROCITIES.EU (2020-09-08). EU strategy on adaptation to climate change : Increasing cities' resilience to climate change.